



Les femmes du monde entier se battent pour la justice sociale.

Trop c'est trop !

8 MARS 2017

« **Notre système politique est en crise et le modèle économique mondial ne fonctionne que pour une poignée de personnes, pas pour le plus grand nombre. C'est pourquoi les femmes se battent pour la justice sociale, la solidarité et la démocratie** », déclare Rosa Pavanelli, la Secrétaire générale de l'Internationale des services publics (ISP).

Chaque année, le 8 mars, nous célébrons la Journée internationale des femmes, en hommage à la grève des employées du textile à New York en 1908, suite à un incendie dû à de mauvaises conditions de travail, qui avait coûté la vie à 146 personnes. Cette grève représentait une étape majeure dans la lutte des femmes pour améliorer les droits du travail et l'égalité. Plus d'un siècle après, force est de constater qu'il reste beaucoup à faire pour atteindre pleinement ces objectifs.

« **De nombreuses personnes se sentent exclues d'un système qui ne sert les intérêts que de 1% de la population et qui apparaît de plus en plus violent, aussi bien dans son programme économique que dans son programme social, et cela ne fera qu'aggraver l'inégalité au lieu d'offrir un avenir meilleur aux générations futures. Cette vision est absolument inacceptable pour les millions de femmes, de filles et de jeunes qui ont afflué dans les rues ces derniers mois pour manifester et demander un autre monde meilleur, reposant sur les droits humains et la dignité** », continue Rosa Pavanelli.

En 1975, en Islande, les femmes ont organisé une grève historique pour demander l'égalité des salaires. L'an passé, soit 41 ans après, les Islandaises sont remontées au créneau pour exiger l'élimination des disparités salariales une fois pour toutes. En octobre 2016, les Polonaises ont pris part à des manifestations de grande ampleur pour protester contre un projet de loi visant à interdire l'avortement, y compris après une fausse-couche ou un viol, et le projet de loi a finalement été rejeté. L'action des Polonaises a trouvé un écho considérable dans le reste du monde, en particulier en Argentine où, en octobre 2016, une vive indignation populaire a éclaté après l'assassinat de sept femmes, donnant lieu à la répression d'un défilé national des femmes, qui a entraîné une mobilisation régionale dans l'ensemble de l'Amérique latine et des Caraïbes, le 24 octobre. Partout dans le monde, ces manifestations ont permis une coopération plus étroite entre les organisations locales de femmes, qui ont décidé ensemble d'organiser une action commune. Cette action, intitulée « [Paro internacional de mujeres](#) » (grève internationale des femmes) aura lieu le 8 mars dans 40 pays, avec la participation des affiliés de l'ISP dans plusieurs pays d'Amérique latine.

D'après Juneia Batista, la Présidente du Comité mondial des femmes de l'ISP, « **les femmes aspirent à un nouvel ordre mondial, et pas uniquement en termes de genre : nous voulons des relations sociales différentes, un monde sans violence, sans meurtres, sans discrimination, sans exclusion, sans autoritarisme ni politiques patriarcales ou néocoloniales** ».

Candice Owley, la Coprésidente du Comité exécutif régional de l'ISP pour les Amériques, ajoute : « Le [21 janvier 2017](#), des millions de femmes, d'hommes et de jeunes se sont rassemblés dans toutes les grandes villes canadiennes et américaines ; il s'agissait des manifestations les plus importantes de ces dernières décennies concernant les droits des migrants, la lutte contre le racisme, les questions liées à l'environnement

et aux femmes. **De nombreuses femmes manifestaient pour la première fois, et se sont associées aux manifestations sur le lieu de travail et au domicile des législateurs pour exiger des réponses à leurs questions ».**

Toutes ces manifestations ont lancé un message d'espoir et un défi contre l'équilibre actuel du pouvoir, ce qui annonce une ère nouvelle pour les campagnes des féministes, avec l'utilisation de stratégies et de techniques de communication innovantes. Ces actions sont d'autant plus importantes que les restrictions juridiques concernent de plus en plus souvent les campagnes des mouvements sociaux : les lois nationales pénalisent la résistance sociale et les grèves, interdisent les arrêts de travail et les mobilisations de masse, et s'en prennent aux défenseurs des droits sociaux et humains.

La majeure partie des membres de l'ISP sont des femmes qui travaillent dans les services publics. Notre organisation plaide en faveur de [l'égalité des genres](#) et de l'intersectionnalité qui la caractérise.

Cette année, le 8 mars, nous affirmons notre solidarité avec les millions de femmes qui, à travers le monde, militent au sein des mouvements populaires et des syndicats locaux en disant **ASSEZ! Non au racisme, à la xénophobie et à l'homophobie. Nous exigeons l'autonomie et le contrôle de notre propre corps. L'équité salariale maintenant ! Droits sans frontières. Élimination de la violence sexiste au travail, services publics de qualité pour tous !**

Pour de plus amples informations :

- Sur le mouvement « Paro internacional de mujeres » : <http://parodemujeres.com/>
- La carte des manifestations : <http://bit.ly/womens-strike-map>
- Site ISP [égalité des genres](#)
- Affiches ISP: [Français](#) - [Espagnol](#) - [Anglais](#)